



Déclaration du SNUipp-FSU des Deux-Sèvres
CTSD du 1^{er} février 2018

Monsieur le Directeur Académique,

Nous nous regroupons aujourd'hui pour travailler sur une carte scolaire avec une dotation négative. Nous sommes bien conscients de la baisse des effectifs du premier degré dans notre département. Cela aurait dû être l'occasion de donner une vraie priorité au primaire en baissant les effectifs dans toutes les classes. Le SNUipp-FSU porte depuis sa création des seuils ne dépassant pas 20 élèves en REP et 25 dans toutes les autres classes, y compris en maternelle.

Selon les seuils que le SNUipp-FSU réclame, vous devriez aujourd'hui procéder à 69 ouvertures.

Or, ce sont 53 fermetures qui sont étudiées pour cette première phase de carte scolaire et seulement 6 ouvertures que vous avez pointées.

La dotation négative des Deux-Sèvres est d'autant plus incompréhensible que d'autres départements perdant plus d'élèves que nous sont dotés d'un poste supplémentaire.

Nous regrettons le calendrier très serré de cette carte scolaire, qui nous oblige à travailler dans l'urgence. Cependant, nous tenions à remercier les services qui nous fournissent des documents très complets qui facilitent grandement le travail.

Le nombre très élevé de situations à l'étude en maternelle nous inquiète sur la place de la scolarisation des jeunes enfants et l'intérêt porté à la maternelle. Inquiétudes qui sont renforcées par les interventions de notre ministre à ce sujet.

Notre organisation syndicale a pu intervenir sur toutes les situations à l'étude et a porté à votre connaissance une liste de mesures hors la classe que nous souhaitons étudier avec vous aujourd'hui.

La modification de la structure administrative des communes que l'on constate depuis plusieurs années a un impact sans précédent sur l'école, et notre département est particulièrement touché, avec des communautés de communes ayant pris toutes les compétences touchant au scolaire. Nous regrettons ces changements si brutaux et les difficultés qu'ils impliquent pour la gestion des budgets notamment. Comme nous vous l'avons déjà demandé, nous attendons de l'institution qu'elle s'affirme face aux élus intrusifs et qu'elle soutienne les équipes et les directrices et directeurs.

Concernant la scolarisation des élèves en situation de handicap, la réforme du CAPPEI tend à gommer les particularités dans l'accompagnement des élèves, et le tout inclusif met les équipes en difficulté, notamment lorsque les taux d'encadrement sont élevés. Nous intervenons à ce sujet chaque année, mais il y a urgence à ce que soit prise en compte la présence d'ULIS dans les écoles. Nous savons que le travail des directeurs ne s'est pas allégé ces dernières années, loin de là, et la présence d'ULIS ou d'UEE dans de nombreuses écoles augmente d'autant la charge de travail, étant donné qu'il est fortement conseillé aux directeurs d'assister à ces réunions. Nous pensons qu'il faut absolument que les directeurs réaffirment le fait que la direction d'école est une mission et non un statut, et qu'ils ne sont en rien indispensables dans la bonne tenue des nombreuses réunions qu'on leur impose.

Les rythmes scolaires ne sont pas à l'ordre du jour de cette instance, mais nous ne pouvons ignorer cette question tant cela anime les débats dans les salles des maîtres depuis quelques mois.

Sous couvert de prendre en compte les rythmes de l'enfant, les ministres se succèdent en affirmant tout et son contraire et en imposant aux équipes et aux élus de prendre des décisions intenable. Et malgré toutes les bonnes volontés, nous savons que cette question réduit les débats à la prise en compte des transports scolaires et la gestion des APS par les communes. Et petit à petit, on désolidarise l'Education Nationale dans notre pays, en éclatant l'offre entre les écoles du territoire.

Nous tenions enfin à conclure cette déclaration en revenant sur la place des équipes enseignantes dans les décisions de carte scolaire, mais aussi dans les décisions sur les moyens qui impactent fortement la vie des écoles. Il est impensable selon nous que des fermetures, des restructurations de locaux, des organisations d'horaires puissent se discuter sans donner une place prépondérante à l'avis des équipes. Cependant, depuis quelques années, les équipes nous font part de leur sentiment de n'être que des pions dont l'avis n'est pas pris en compte, ou pire de n'être même pas concertées. C'est un déni de notre professionnalisme, et nous invitons tous nos collègues à s'emparer de ces questions et à affirmer leur avis face aux IEN, aux élus et aux parents, en tant que professionnels de l'éducation qui vivent l'école au quotidien.